

RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉCONOMIE DE L'AFRIQUE



2020

Sous la direction de
Larabi Jaïdi



THINK • STIMULATE • BRIDGE



Rapport annuel sur l'économie de l'Afrique

2020

Sous la direction de Larabi Jaïdi

2^{ème} édition

Sommaire

À propos de Policy Center for the New South.....	7
Collaborateurs	9
Préface.....	11
Panorama - La Covid-19 en Afrique : Etat des lieux et perspectives de sortie de crise	19
Partie I l’Afrique, états des lieux de la croissance.....	39
Chapitre 1 L’économie africaine et la Covid-19 : une première évaluation d’impact	41
Chapitre 2 Le marché du travail en Afrique à l’heure de la Covid-19 : handicaps de conjoncture, précarités et déficits de structure	55
Chapitre 3 La sécurité alimentaire en Afrique : une situation délicate et un avenir incertain à cause de la pandémie Covid-19	75
Chapitre 4 L’Afrique face aux crises sanitaires : entre résilience et déficience	87
Chapitre 5 L’industrie pharmaceutique africaine : la secousse de la Covid-19.....	101
Chapitre 6 Le Nigeria : une révolution économique en marche malgré les chocs conjoncturels	119
Partie II La dynamique des Communautés économiques régionales	137
Chapitre 1 Union du Maghreb Arabe	139
Partie 1	139
Partie 2	149
Chapitre 2 Weathering the Storm: ECOWAS Integration in the Face of Covid-19	157
Chapitre 3 La Communauté économique des Etats de l’Afrique centrale.....	167
Chapitre 4 Marché commun de l’Afrique orientale et australe.....	183
Chapitre 5 L’intégration de l’GAD entre agendas nationaux et action commune face aux menaces	197

Chapitre 6	The Different Responses of East African Countries to Covid-19	211
Chapitre 7	Africa Economic Outlook 2020: Economic development in the Southern African Development Community during Covid-19.....	221
Partie III	Etat des lieux de l'intégration continentale en Afrique.....	239
Chapitre 1	Continental Integration: Where do We stand?.....	241
Chapitre 2	The Impact of Covid-19 on Africa's Integration	249
Chapitre 3	An assessment of the African Union Commission's Economic Activities.....	259
Chapitre 4	L'architecture du règlement des différends de la Zone de libre-échange continentale africaine.....	269
Chapitre 5	Migration africaine dans le contexte de la pandémie Covid-19 : réflexions à la lumière des précédentes crises économiques	277
Chapitre 6	Gouvernance des migrations et libre circulation des personnes en Afrique après la pandémie Covid-19 : facteur de développement, d'accommodation ou de déstabilisation ?	287
Chapitre 7	Biens communs globaux et régionaux au service de l'après-crise	295
Chapitre 8	Négociations sur la propriété intellectuelle à la lumière de la crise.....	307
Partie IV	Epilogue : Le monde d'après la Covid-19	325
Partie V	Annexes	337

À propos de Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

A ce titre, le PCNS mobilise des chercheurs, publie leurs travaux et capitalise sur un réseau de partenaires de renom, issus de tous les continents. Le PCNS organise tout au long de l'année une série de rencontres de formats et de niveaux différents, dont les plus importantes sont les conférences internationales annuelles « The Atlantic Dialogues » et « African Peace and Security Annual Conference » (APSACO).

Enfin, le think tank développe une communauté de jeunes leaders à travers le programme Atlantic Dialogues Emerging Leaders (ADEL). Cet espace de coopération et de mise en relation d'une nouvelle génération de décideurs et d'entrepreneurs, est déjà fort de plus de 300 membres. Le PCNS contribue ainsi au dialogue intergénérationnel et à l'émergence des leaders de demain.

Collaborateurs

Karim ELAYNAOUI	Président, Policy Center for the New South	Coordination générale ; Préface ; Le marché du travail en Afrique à l'heure de la Covid-19 : handicaps de conjoncture, précarités et déficits de structure
Larabi JAÏDI	Senior Fellow, Policy Center for the New South	Coordination générale ; Préface ; Panorama: La Covid-19 en Afrique Etat des lieux et perspectives de sortie de crise ; L'industrie pharmaceutique africaine : La secousse de la Covid-19 ; Négociations sur la propriété intellectuelle à la lumière de la crise ; Epilogue : Imaginer le devenir de l'Afrique ou la résilience de l'Afrique
Abdelaziz AÏT ALI	Economiste Senior, Policy Center for the New South	L'économie africaine et la Covid-19 : une première évaluation d'impact
Nezha ALAOUI M'HAMMDI	Ambassadeur du Maroc en Ethiopie et à Djibouti ; Senior Fellow, Policy Center for the New South	IGAD – L'intégration de l'GAD Entre Agendas Nationaux et Action Commune Face aux Menaces
Mahmoud ARBOUCH	Research Assistant in Economics, Policy Center for the New South	Annexes Statistiques
Muhammad BA	Enseignant-Chercheur en économie, Université Gaston Berger, Saint-Louis (Sénégal)	COMESA – Marché commun de l'Afrique Orientale et Australe
Amanda BISONG	Policy Officer, Migration Program, European Center for Development Policy Management (ECDPM)	ECOWAS – Weathering the Storm: ECOWAS Integration in the Face of COVID-19
Rafik BOUKLIA-HASSANE	Professeur, Faculté des Sciences Economiques, Université d'Oran	UMA – Union du Maghreb Arabe
Oumayma BOURHRIBA	Research Assistant in Economics, Policy Center for the New South	L'économie africaine et la Covid-19 : une première évaluation d'impact
Salma DAOUDI	Research Assistant in International Relations, Policy Center for the New South	L'Afrique face aux crises sanitaires : Entre résilience et déficience
Amal EL OUASSIF	International Relations Specialist, Policy Center for the New South	Migration africaine dans le contexte de la pandémie Covid-19 : réflexions à la lumière des précédentes crises économiques
Tayeb GHAZI	Economist, Policy Center for the New South	Le marché du travail en Afrique à l'heure de la Covid-19 : handicaps de conjoncture, précarités et déficits de structure
Aomar IBOURK	Senior Fellow, Policy Center for the New South	Le marché du travail en Afrique à l'heure de la Covid-19 : handicaps de conjoncture, précarités et déficits de structure
Len ISHMAEL	Senior Fellow, Policy Center for the New South	The Impact of Covid-19 on Africa's Integration

Pierre JACQUEMOT	Ancien Ambassadeur; Maître de Conférences, Sciences Po-Paris	Biens communs globaux et régionaux au service de l'après-crise
Leo KEMBOI	Research Officer, Institute of Economic Affairs	EAC – The Different Responses of East African Countries to COVID-19
Jacob KOTCHO	Head of Trade, Customs and Industry Unit, Economic Community of Central African States (ECCAS)	CEEAC – La Communauté économique des États de l'Afrique Centrale
Mouhamadou LY	Economiste Senior, Policy Center for the New South	Le Nigeria : une révolution économique en marche malgré les chocs conjoncturels
Jamal MACHROUH	Senior Fellow, Policy Center for the New South	L'architecture du règlement des différends de la Zone de Libre-échange continentale africaine
Iván MARTÍN	Senior Fellow, Policy Center for the New South	Gouvernance des migrations et libre circulation des personnes en Afrique après la pandémie Covid-19 : facteur de développement, d'accommodation ou de déstabilisation ?
Fatima Ezzahra MENGOUB	Agroéconomiste, Policy Center for the New South	La sécurité alimentaire en Afrique : une situation délicate et un avenir incertain à cause de la pandémie Covid-19
Solomon MUQAYI	Senior Lecturer, Department of Political and Administrative Studies, University of Zimbabwe	An assessment of the African Union Commission's economic activities
Meriem OUDMANE	Research Assistant in Economics, Policy Center for the New South	L'Afrique face aux crises sanitaires : Entre résilience et déficience
Ahmed OUHNINI	Research Assistant in Economics, Policy Center for the New South	La sécurité alimentaire en Afrique : une situation délicate et un avenir incertain à cause de la pandémie Covid-19
Mohamed OULD EL ABED	Consultant; Ancien Ministre des Affaires Economiques et du Développement, Mauritanie	UMA – Union du Maghreb Arabe
Kwame OWINO	CEO, Institute of Economic Affairs	EAC – The Different Responses of East African Countries to COVID-19
Asmita PARSHOTAM	Independent Consultant for International Trade and Development	SADC – Africa Economic Outlook 2020: Economic development in the Southern African Development Community during COVID-19
Faith PITTET	Independent Consultant for International Trade Law	Continental Integration: Where do We stand?
Afaf ZARKIK	Research Assistant in Economics, Policy Center for the New South	Annexes statistiques
Youssef AÏT EL KADI	Graphic Designer, Policy Center for the New South	Couverture; Mise en page
Aziz BOUCETTA	Editeur	Edition; Relecture
Stephen GARDNER	Editeur	Edition; Relecture
Mokhtar GHAILANI	Editeur en Chef, Policy Center for the New South	Edition; Relecture
Yahya Zakaria JOUHARI	Program Officer, Policy Center for the New South	Coordination générale

Rapport annuel sur l'économie de l'Afrique

Préface

L'Economie de l'Afrique 2020 est la deuxième édition du Rapport économique que le Policy Center consacre chaque année à notre continent. Dans cette nouvelle livraison, nous restons fidèles à la démarche suivie lors du lancement de cette initiative : contextualiser rigoureusement les performances économiques de l'Afrique ; appréhender les changements qui traversent les Communautés économiques régionales (CER) dans la voie de l'intégration africaine ; analyser les décisions prises par l'Organisation continentale dans la mise en œuvre de l'ambitieux projet de zone de Libre-Echange. Une démarche qui nous met au cœur des grandes questions de développement de l'Afrique, leur permanence, leur récurrence et leur nouveauté. Trois exigences continuent de nous motiver : demeurer à l'écoute des attentes des acteurs et des citoyens africains, contribuer à l'élaboration d'un discours novateur sur le développement de l'Afrique, partager avec divers observateurs nos convictions et nos questionnements sur les progrès et l'avenir de notre continent.

En cohérence avec ces exigences, la démarche du Rapport 2020 garde sa structure initiale et son ambition : exposé des questions conjoncturelles et structurelles avec rigueur et clarté, les mettre en perspective en mobilisant l'information pertinente et en pesant les arguments en présence. L'esprit demeure le même : partager avec les lecteurs des analyses sur l'actualité économique africaine et ses développements à venir.

Le Rapport traite les réalisations de 2019 et couvre les prévisions de 2020. Il ne pouvait

omettre d'appréhender l'année qui s'achève sans manquer de fraîcheur, d'autant qu'elle boucle la deuxième décennie du siècle sur une crise singulière à plus d'un titre. La Covid-19 a bouleversé les prévisions économiques, chamboulé les politiques économiques, remis en cause les plans et programmes laborieusement élaborés dans les enceintes décisionnelles des Etats africains et des Organisations continentales. Le virus va bientôt achever une année de circulation planétaire, déroutant par son imprévisibilité les systèmes de veille et de traquage les plus élaborés, étendant ses méfaits sur tous les continents dans un environnement géoéconomique et géopolitique déjà mal au point. La pandémie s'est installée dans tous les interstices de notre vie au quotidien. L'événement ne pouvait, donc, échapper aux senti et regard de nos analystes. Dans le contexte inédit créé par la Covid-19, le Policy Center for the New South apporte sa contribution aux réflexions sur l'impact économique et social de la pandémie dans le continent africain et livre les points de vue des contributeurs à ce Rapport sur les voies de sortie de cette crise.

Dans le Rapport entre vos mains, nous braquons les projecteurs sur cette pandémie d'une gravité rare que l'on qualifie de choc multidimensionnel : sanitaire, économique et social. Alors que la situation sanitaire en Afrique est moins grave que dans le reste du monde, même si elle est toujours très incertaine, une chose est sûre, le désastre économique provoqué par la Covid-19 laissera des traces profondes sur les performances économiques et sociales de 2020 et 2021, sinon même sur le moyen terme. Espérons que, face à la

crise qui se confirme, les Etats et les institutions de notre continent sauront engager, au-delà des mesures d'urgence, les politiques de sortie de crise à moyen et long termes qui s'imposent pour éviter que ne s'installe un cercle vicieux de récession économique.

Le Rapport s'ouvre sur un panorama de la crise. Une première échelle d'observation, transversale, dresse un état des lieux sur la situation économique et sociale d'ensemble. Un regard de synthèse sur l'étendue de la crise, ses impacts économiques et sociaux sur l'économie et la société africaines et les profils de risques par catégories de pays. Ce regard évaluateur se pose, aussi, sur les politiques d'urgence adoptées pour répondre aux attentes sanitaires, économiques et sociales. Dans cette synthèse, le Policy Center expose et discute les politiques envisagées à court et moyen termes pour sauvegarder les capacités des économies africaines à répondre aux enjeux de la crise actuelle, saisir les opportunités qu'elle offre et rebondir sur la scène de l'économie mondiale.

Dans la couverture des différentes facettes de cette conjoncture marquée par l'empreinte de la crise, le Rapport opte pour une démarche en trois parties. La première est consacrée à un éclairage global sur la conjoncture économique africaine. Il dresse un tableau sélectif, à plusieurs touches, saisissant les divers aspects de l'économie continentale. Le point de passage initial et incontournable est l'analyse des performances macroéconomiques de 2019 et les prévisions des effets de la crise sur les agrégats économiques et sociaux de 2020. Mobilisant l'information produite par diverses institutions internationales et africaines, l'analyse confirme que la chute du PIB prévue pour 2020 est hors normes. Le choc sur l'emploi ne sera pas moins massif. Dans un continent où l'emploi informel est bien souvent dominant dans la plupart des activités, les conséquences sur les conditions de vie des plus démunis seront profondes. Cet éclairage d'ensemble est renforcé par des focus sur d'autres dimensions de la crise s'étendant à des secteurs et des questions d'importance vitale pour la sécurité

humaine dans le continent : le marché du travail, la souveraineté alimentaire, la santé publique, les capacités de l'industrie pharmaceutique. Enfin, le choix de l'étude du cas-pays de cette année s'est porté sur le Nigeria, un géant de l'économie africaine qui inquiète par ses dysfonctionnements et fascine par ses potentialités.

La seconde partie de ce Rapport s'intéresse aux évolutions conjoncturelles des Communautés économiques régionales. Les contributions sont articulées autour de deux approches. La première saisit le pouls de l'intégration dans les régions, ses faits saillants et ses problématiques centrales ; elle pointe du doigt le lieu où la dynamique communautaire consolide ses élans premiers, et là où elle peine à franchir de nouvelles étapes dans l'atteinte des objectifs communautaires. La seconde approche examine l'impact de la pandémie sur les différentes Communautés économiques régionales, soutesant la force et la promptitude des ripostes concertées face à ce choc sanitaire, économique et social. Elle passe en revue les mesures sanitaires déployées, les financements budgétaires annoncés pour couvrir des niveaux de déficits publics jamais atteints par le passé et les assouplissements des politiques monétaires pour soutenir les marchés et l'activité économique. La question clé est de savoir si les efforts déployés collectivement et les engagements annoncés seront tenus pour consolider la construction communautaire. La dynamique de l'insertion des pays africains dans leur environnement régional est souvent identifiée comme un des principaux leviers de leur croissance durable et garante d'effets économiques et sociaux bénéfiques. Sera-t-elle sauvegardée par des dispositifs régionaux de riposte et de relance appropriés en ce temps de crise qui, immanquablement, va différer, quelque peu, la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale ?

Dans une troisième partie, le Rapport se positionne sur l'échelle continentale. Il s'interroge sur l'état d'avancement de la Zone de Libre-Echange africaine (Zlecaf), ce qu'elle a pu réaliser dans son cheminement à date d'aujourd'hui, ce qui la contrarie dans son évolution, vu le

nombre encore réduit des pays qui ont ratifié l'accord, ce qui l'attend comme défis pour concevoir et arrêter des positions communes sur les grandes questions qui devraient faire de la Zlecaf un accord de libre-échange d'une nouvelle génération. L'Union africaine (UA) est ainsi questionnée sur la mise en œuvre des programmes et projets de ses Commissions économiques, ces instances porteuses d'un méga-projet tout autant complexe que motivant par ses challenges. Là aussi, l'objet de l'analyse est d'appréhender l'effet de la crise sur la mobilisation de l'Organisation continentale dans sa volonté de concrétiser les actions programmées en dépit des contraintes de la pandémie sur l'ordre des priorités. Cette partie du Rapport rassemble une série de contributions portant sur des thématiques inspirées par la crise : les biens communs régionaux, la propriété intellectuelle, les migrations, le règlement des différends dans la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange continental. Le choix de ces thèmes s'est imposé parce qu'ils sont représentatifs des enjeux stratégiques que le continent aura à affronter dans les prochaines années. Le diagnostic des investigations sur ces thématiques est, quant à lui, particulièrement significatif. Il en ressort qu'après les urgences sanitaires et économiques, l'heure est aux réponses à des questions sur nos vulnérabilités et nos potentialités avec la rigueur qui se doit à toute vision à moyen terme. La pandémie de la Covid-19 a mis l'économie africaine en état de choc. Le sursaut réside dans le choix de politiques adéquates de contre-choc et de relance économique.

Ce sont, donc, vingt-trois articles, précis et d'une grande teneur, écrits par une pléiade de chercheurs confirmés. Chacun, sur le thème de sa spécialité, déploie un regard frais et un discours pertinent sur les questions qui occupent la scène africaine. Leur message implicite commun est

clair : faire en sorte que les économies africaines sortent plus fortes et mieux équilibrées de la pandémie. Cela exige de relever une série de défis : reconstruire nos capacités économiques, préserver nos emplois et nos cohésions sociales, promouvoir les chaînes de valeur régionales, accélérer la mise en œuvre de la Zlecaf, défendre nos biens communs régionaux, lutter contre l'impact de la pandémie sur notre souveraineté alimentaire et nos mobilités, saisir les opportunités de la crise pour rééquilibrer nos relations de coopération et de partenariat. La trajectoire future de l'économie africaine dépendra pour longtemps des réponses qui seront apportées à ces défis.

Dans un épilogue original dans sa conception, le Policy Center vous propose d'écouter la voix de philosophes et écrivains africains. Nous avons sélectionné quelques morceaux choisis dans les prises de parole publiques de sages intellectuels sollicités par des revues et supports médiatiques à discourir sur la secousse pandémique et le monde d'après. Une composition florale, un moment de pure jouissance intellectuelle existentielle. C'est, aussi, une invitation aux économistes, destinataires privilégiés de ce Rapport, à se débarrasser du corset de leurs disciplines et de la rigueur de leurs démarches, dans un laps de temps de délectation, pour laisser l'imaginaire labourer l'avenir et féconder la richesse de la pensée.

Comme le précédent Rapport, celui de 2020 se clôt par des tableaux statistiques présentant les indicateurs clés couvrant tant les questions macro-économiques de l'Afrique que celles des Communautés économiques régionales. Une annexe documentaire vous invite à lire et archiver les propositions que l'Union africaine préconise en réponse à la crise pandémique dans un horizon de moyen et long termes.

Larabi Jaïdi
Senior Fellow,
Policy Center for the New South



Karim El Aynaoui
Président,
Policy Center for the New South



Preface

The *Economy of Africa 2020* is the second edition of the Policy Center's annual African Economic Report. This latest issue uses the same approach taken at inception of the Initiative: rigorously contextualize Africa's economic performance; capture changes shaping Regional Economic Communities (RECs) on the road to African integration; and analyze African Union decisions on implementing the ambitious Free Trade Area project. This approach puts us at the very core of Africa's principal development issues, be they permanent, recurrent or new. Three imperatives continue to drive us: sustained attentiveness to African stakeholder and citizen expectations, contribution to crafting an innovative discourse on Africa's development, and sharing our thoughts and concerns on the progress and future of our continent with a variety of observers.

Consistent with these imperatives, the 2020 Report maintains both the original structure and ambition: presenting cyclical and structural issues with rigor and clarity, and putting these into perspective by mobilizing relevant information and weighing up relevant arguments. The spirit remains identical: to share analyses of African economic news and future developments with our readers.

The Report covers 2019 accomplishments and 2020 projections. The report could not fail to harness the year currently drawing to a close without running the risk of being dated, especially as 2020 has concluded this Century's second decade with a rather singular crisis in many respects. Covid-19 upset economic forecasts, turned economic policies upside down, called into question plans and programs laboriously developed in the decision-making forums of African states and continental organizations. The virus is soon to complete a year of worldwide circulation, baffling the most sophisticated monitoring and tracking

systems by its unpredictability, extending its misdeeds to all continents in an already troubled geo-economic and geopolitical environment. The pandemic has invaded every corner of our daily lives. The event could therefore not escape the scrutiny of our analysts. In this unprecedented context set by Covid-19, the Policy Center for the New South contributes to the reflection on economic and social impacts of the pandemic in Africa and offers our contributors' insights on pathways out of this crisis.

This Report puts the spotlight on a pandemic of rare severity, a so-called multidimensional shock: health, economic and social. While the health situation in Africa, albeit highly precarious, is not as severe as elsewhere, one thing is certain: the economic disaster caused by Covid-19 will leave deep scars on the economic and social performance of 2020 and 2021, if not beyond. Let's hope that, in the face of a crisis that is confirmed, the States and institutions of our continent will, beyond emergency measures, know how to initiate the right medium and long term crisis recovery policies to circumvent a vicious circle of economic recession.

The Report opens with an overview of the crisis. An initial, cross-cutting assessment of the crisis provides an overview of the overall economic and social situation. A comprehensive look at the magnitude of the crisis, its economic and social impacts on African economy and society, and risk profiles by country category. This assessment also focuses on emergency policies adopted to meet health, economic and social expectations. In this synthesis, the Policy Center outlines and discusses short and medium-term policies envisaged to safeguard the capacities of African economies to meet current crisis challenges, capture opportunities, and bounce back on the global economic scene.

The Report uses a three-pronged approach to cover the various facets of an economic situation, dominated by the effects of the crisis. The first part sheds a global light on Africa's economic situation. It provides a selective, multi-faceted picture capturing various aspects of the continent's economy. The first, essential step is the analysis of 2019 macroeconomic performance and projection of crisis effects on economic and social aggregates for 2020. Drawing on information produced by various international and African institutions, this analysis confirms that projected GDP declines for 2020 are colossal. The shock on employment will be no less massive. On a continent where informal employment is often dominant in most activities, consequences on living conditions for the poorest will be profound. This broad perspective is complemented with a focus on other dimensions of the crisis, extending to sectors and issues of vital importance for human security on the continent, i.e. the labor market, food sovereignty, public health, and pharmaceutical industry capacities. Lastly, this year's country case study focuses on Nigeria, an African economic giant that concerns by its dysfunction and fascinates by its potential.

The second part of the Report focuses on cyclical developments in the Regional Economic Communities. Contributions revolve around two approaches. The first captures the pulse of integration in the regions, highlighting salient facts and central issues; it highlights areas where the community dynamic is consolidating early momentum, and areas where it struggles to advance community objectives. The second approach examines the impact of the pandemic on Regional Economic Communities, weighing the strength and promptness of concerted responses to the health, economic and social shock. It reviews health measures deployed, budgetary financing announced to cover unprecedented public deficit levels, and monetary policy easing to support markets and economic activity. At issue is whether collective efforts deployed and commitments announced can be fulfilled to consolidate community building. African country regional integration dynamics are often identified as a key lever for sustainable growth and a source

of economic and social benefits. Can this dynamic be sustained by appropriate regional response and recovery mechanisms at this time of crisis, which is bound to somewhat delay Continental Free Trade Area implementation?

The third part of the Report focuses on the continental scale. It questions the state of progress of the African Continental Free Trade Area (AfCFTA), achievements to date, impediments to advancement, given the yet small number of countries to have ratified the agreement, and challenges to design and adopt common positions on major issues, establishing AfCFTA as a next-generation free trade agreement. The African Union (AU) is therefore questioned on the implementation of Economic Commissions, bodies bearing a mega-project as complex as it is challenging, programs and projects. Again, the purpose of the analysis is to understand the impact of the crisis on the continental organization's mobilization efforts to implement planned actions despite pandemic constraints on the order of priorities. This part of the Report brings together a series of contributions on themes inspired by the crisis: regional common goods, intellectual property, migration, and dispute resolution in the implementation of the Hemispheric Free Trade Agreement. These themes were selected as representative of strategic challenges the continent is to face in the years to come. The diagnosis of investigations on these issues is particularly significant. Beyond health and economic emergencies, it appears the time has come to address our vulnerabilities and potentialities with the rigor required for any medium-term vision. The Covid-19 pandemic has put the African economy in a state of shock. Recovery lies in the choice of adequate counter-shock and economic stimulus policies.

The report features twenty-three detailed and substantive articles, written by a host of established researchers; each, in his/her area of specialty, displays fresh eyes and pertinent discourse on the issues confronting Africa. The common implicit message is clear: ensure African economies emerge from the pandemic stronger and

more balanced. This calls for addressing a series of challenges: rebuilding our economic capacities, preserving our jobs and social cohesion, promoting regional value chains, accelerating AfCFTA implementation, preserving regional common goods, combating the impact of the pandemic on food sovereignty and mobility, and grasping the opportunities offered by the crisis to rebalance cooperation and partnership relations. The future trajectory of the African economy for a long time to come, will depend on how we respond to these challenges.

In an original epilogue, the Policy Center invites readers to listen to the voices of African philosophers and writers. We have selected a few pieces from public speeches by leading intellectuals invited by media outlets and

magazines to speak of the pandemic and the world after it. This is a floral composition, a moment of pure existential intellectual enjoyment. It is also an invitation to economists, the prime audience for this Report, to shed the corset of their discipline and the rigor of their approaches, for a brief lapse of delight, allowing imagination to plough the future and fertilize the richness of thought.

As in the previous edition, the 2020 Report concludes with statistical tables presenting key indicators that span both African macroeconomic issues and those of Regional Economic Communities. A documentary appendix invites you to peruse African Union policy proposals in response to the pandemic in the medium and long term.

Larabi Jaïdi
Senior Fellow,
Policy Center for the New South



Karim El Aynaoui
President,
Policy Center for the New South



Panorama

La Covid-19 en Afrique : Etat des lieux et perspectives de sortie de crise

Larabi Jaïdi

Dès les premiers cas du Coronavirus en Afrique, les prédictions les plus sombres ont été faites sur la catastrophe sanitaire à venir sur le continent, en raison d'un certain nombre de caractéristiques supposées favoriser la gravité de l'épidémie. Ces prévisions ont été démenties par la rapidité des ripostes des Etats et par divers autres facteurs. Les régions de l'Afrique sont inégalement touchées par le Coronavirus, sa progression varie considérablement, ses schémas de transmission évoluent au fil du temps. Différents profils de risques/pays sont répertoriés. Il n'existe pas une variante unique pour les modalités de confinement/déconfinement. Si le virus semble se propager plus lentement à travers le continent africain que dans d'autres régions du monde, la propagation de la pandémie a néanmoins de lourdes répercussions sur les performances économiques des pays et sur l'état social des populations africaines. La Covid-19 a fortement perturbé les équilibres macro-économiques et le financement du développement de l'Afrique. Les pertes d'activité sont considérables pour l'ensemble du continent, même si elles se différencient selon les pays et les régions. Chaque ensemble réagit selon ses caractéristiques propres et les contraintes auxquelles il est exposé. Tous les pays ont été dans l'obligation d'engager des programmes de relance. Le design de ces programmes comporte des actions communes à tous les pays, indépendamment de leur niveau de développement, et, d'autres, plus adaptées aux spécificités de groupes de pays. Le « retour à la normale » sera probablement progressif. L'hypothèse d'une reprise d'ici à 2023 suppose une croissance vigoureuse. C'est dans la refonte de leurs modèles de développement et l'accélération de l'intégration continentale que les pays africains peuvent trouver les réponses à une sortie de crise pérenne. L'Afrique doit aspirer à être à la fois un continent où se mettent en place des modèles de développement durables et résilients et s'élabore une convergence des intérêts stratégiques des pays qui le composent.

Introduction

La pandémie de la Covid-19 a mis l'économie africaine en état de choc. Prendre la mesure de la gravité de la crise sanitaire et son impact économique et social n'est pas une question aisée. La conjoncture économique de 2019 avait été, dans l'ensemble, plutôt favorable, la crise de la Covid-19 est venue compromettre la consolidation des acquis. Son impact se trouve amplifié par les fragilités structurelles du continent. De plus, la progression de la Covid-19 en Afrique n'est pas le fait d'une dynamique unique mais plutôt de multiples profils de risques distincts. Enfin, la pandémie perdure et il est encore trop tôt pour estimer, au plus près, toutes ses retombées.

Bien que le nombre de cas de Covid-19 et de décès puisse paraître relativement faible en Afrique, par rapport à d'autres régions du monde, le choc sanitaire a d'ores et déjà des conséquences désastreuses sur les systèmes de santé du continent, déjà sous tension, et se transforme en situation de crise sociale et économique. Les chocs d'offre et de demande ont eu un impact macro-économique sensible et auront de fortes répercussions sur le développement du continent à l'horizon 2021-2022. Ils mettent les pays africains dans une situation budgétaire inconfortable et sur une trajectoire d'endettement non viable. La trop forte dépendance à l'égard des marchés mondiaux pour les produits essentiels, les intrants, le tourisme et les financements, amplifie les effets de la crise. La pandémie ébranle des modèles de croissance axée sur les produits de base qui ont jusqu'à présent largement échoué à créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité, ou à améliorer le bien-être. Passée la phase de la gestion de l'urgence et des relances de court terme, une des difficultés majeures réside dans la prise de décision sur des politiques de sortie à moyen terme dans un environnement encore empreint d'imprévisibilité.

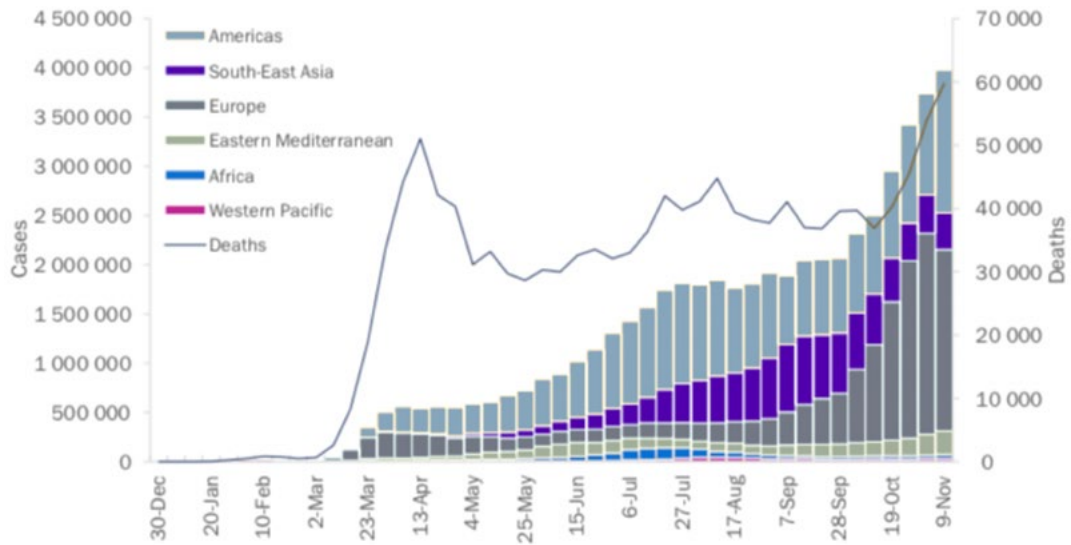
Dans ce panorama sur la Covid-19 en Afrique, nous consacrons un premier moment à l'observation de l'étendue de la pandémie, sa réalité plurielle, la variété de ses modes de

déploiement, les types de réaction sanitaire des pays africains pour juguler la diffusion de la crise, la complexité de la mise en œuvre de stratégie de sortie de crise dans un environnement incertain, fortement pénalisant pour la mobilité humaine. L'état des lieux sanitaire permettra, dans un deuxième temps, de mieux approcher l'évaluation des dégâts économiques causés indépendamment de l'intensité des chocs ressentis dans les quatre espaces géographiques du continent. Enfin, nous examinerons, dans une dernière partie de cette analyse, en tenant compte des défis communs et des intérêts convergents des pays africains, quels sont les impératifs qui s'imposent comme lignes directrices fondamentales dans une sortie pérenne de la crise. Il nous paraît évident que les modèles de développement en cours dans le continent sont interpellés sur deux registres intimement liés : assurer la sécurité humaine des populations et renforcer la solidarité des pays du continent au service d'une Afrique forte et autonome dans un système de l'économie mondiale plus équilibré.

1. L'étendue de la pandémie en Afrique : des réalités plurielles

Dès les premiers cas en Afrique, en février 2020, les prédictions les plus sombres ont été faites sur la catastrophe sanitaire à venir sur le continent, en raison d'un certain nombre de caractéristiques supposées favoriser la propagation et la gravité de l'épidémie en Afrique : concentrations humaines dans des métropoles surpeuplées, prévalence d'autres maladies qui affaiblissent les défenses immunitaires des populations, activités informelles, conditions sociales défavorables, etc. Ces sombres prévisions ont été démenties par la rapidité des ripostes des Etats et par divers autres facteurs. La progression de la Covid-19 en Afrique n'est pas le fait d'une dynamique unique mais plutôt de multiples profils de risques distincts. L'expérience des pays africains montre, aussi, qu'il n'existe pas une variante unique dans les politiques de confinement/déconfinement.

Graphique : Evolution du nombre de cas de contaminés et de décès dans les régions du monde



Source : WHO, Covid-19 reported weekly by WHO Region, and global deaths, as of 15 November 2020

- **Le pessimisme des prévisions**

En avril, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) avertissait que l'Afrique pourrait devenir l'épicentre du Coronavirus en comptant jusqu'à 10 millions de cas dans les six mois qui suivent l'apparition de la pandémie. Dans le scénario le plus optimiste de l'Organisation¹, l'Afrique enregistrerait 122 millions de contaminations, 2,3 millions d'hospitalisations et 300 000 décès². Pour sa part, la Commission des Nations unies pour l'Afrique (CEA) estimait - le 17 avril 2020 - que la pandémie pourrait causer la mort d'environ 300 000 personnes sur le continent.

1. Scénario où les Etats introduiraient de fortes mesures de distanciation sociale dès qu'un seuil de 0,2 décès pour 100 000 habitants par semaine serait atteint.

2. Le Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique estimait que jusqu'à 190 000 personnes pourraient mourir durant la première année de la pandémie si les mesures d'endiguement venaient à échouer.

A la mi-décembre 2020, l'épidémie de Coronavirus en Afrique n'a pas connu de flambée comparable à celle survenue sur les autres continents. Le continent africain, qui compte plus d'un milliard d'habitants, a enregistré environ 2 170 843 cas et 51915 décès, l'Afrique ne compte que 3,6 % des cas recensés dans le monde. Ces chiffres sont bien inférieurs à ceux de l'Europe, de l'Asie ou des Amériques. Nous sommes loin des prévisions établies dans les premiers mois après l'apparition des premiers cas.

Toutefois, l'ampleur réelle de la pandémie reste incertaine, les cas n'étant pas systématiquement signalés, les taux de dépistage sont faibles et la précision du recueil des données varie considérablement. Depuis la première occurrence, le nombre de cas déclarés de la Covid-19 en Afrique est toujours en progression. La pandémie

s'est étendue à l'ensemble du continent. Limité, dans un premier temps, aux capitales, le virus touche désormais plusieurs territoires dans tous les pays. Les pays africains présentant le plus grand nombre de contaminations sont l'Afrique du Sud, le Maroc, l'Égypte et l'Éthiopie.

Les taux estimés de létalité due à la Covid-19³ varient considérablement, en raison aussi bien de grandes différences dans les méthodes de dépistage et de tests, de déclaration que des retards dans la collecte des données, de l'impact de la vulnérabilité des populations, comme la tuberculose ou la malnutrition, sur la mortalité due à la Covid-19. Le tout dans un contexte éminemment changeant. Un certain nombre de raisons expliquent les taux de létalité relativement faibles de l'Afrique.

Une prompt riposte. De nombreux pays africains ont mené une campagne efficace de lutte contre la propagation du Coronavirus, malgré la réputation de fragilité de leurs systèmes de santé publique. Dès le début, la plupart des Etats africains ont pris des mesures de santé publique drastiques qui ont pu contenir le virus et ralentir sa propagation. Néanmoins, ces pays ont été contraints de rouvrir leur économie et le relâchement des restrictions a coïncidé avec une augmentation des cas. `

- **Une implication citoyenne.** Dans une enquête menée dans 18 pays, en août 2020, par le Partnership for Evidence-Based Response to COVID-19 (PERC)⁴, l'adoption par la population des mesures de sécurité était élevée - 85 % des personnes interrogées ont déclaré avoir porté un masque.
- **Une population jeune.** Au niveau mondial, la plupart des personnes décédées avaient plus de

3. Le taux de mortalité est le nombre de décès déclarés par nombre de cas déclarés.

4. Partnership for Evidence-Based Response to COVID-19. C'est un partenariat public-privé qui soutient des mesures pour réduire l'impact de la pandémie sur les Etats membres de l'Union africaine (UA). Les organisations membres sont les centres africains de contrôle et de prévention des maladies, une initiative de l'OMS et des équipes de soutien du Forum économique mondial...

80 ans, tandis que l'Afrique abrite la population la plus jeune du monde, avec un âge médian de 19 ans et à peine 3 % de la population africaine est âgé de plus de 65 ans⁵.

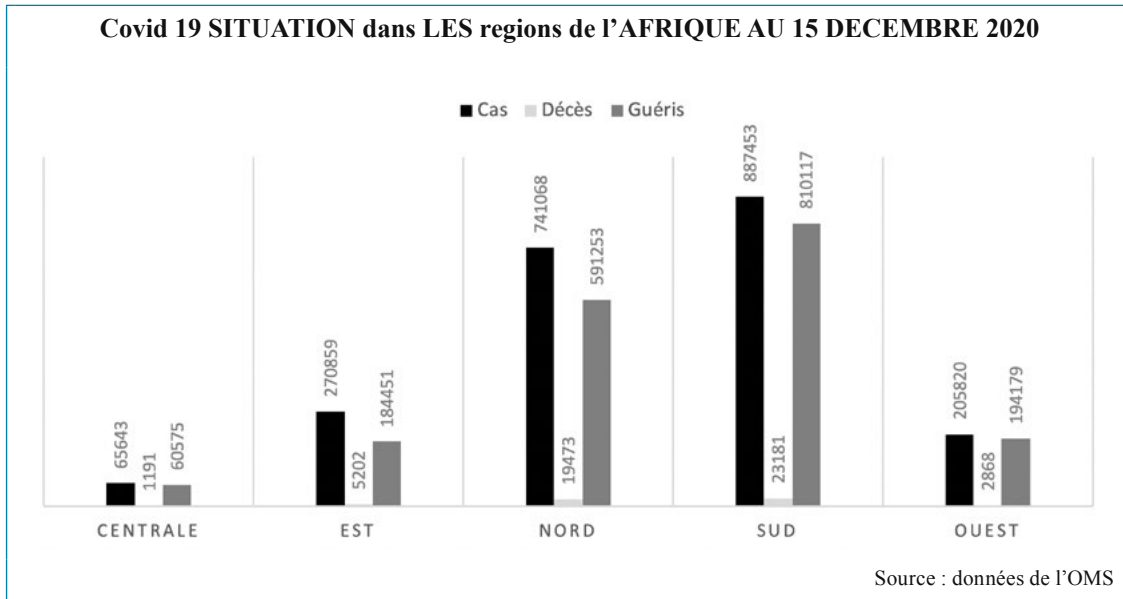
- **Un climat favorable.**⁶Le virus se propage plus facilement lorsque les températures et l'humidité sont plus basses. La baisse du nombre de cas confirmés et de décès dans la moitié du continent est probablement liée à la fin de l'hiver dans l'hémisphère sud.
- **Une faible densité de population**, notamment dans les zones rurales où il est beaucoup plus facile de maintenir la distance sociale.
- **Une capitalisation de l'expérience Ebola.** Plusieurs États d'Afrique de l'Ouest avaient maîtrisé les mesures de santé publique utilisées pour prévenir la Covid-19 : isolement des personnes infectées, recherche des contacts et mise en quarantaine.

- **Des trajectoires et des profils risque/pays variés**

La propagation de la Covid-19 en Afrique révèle que la progression du Coronavirus y varie considérablement. Le schéma des transmissions du Coronavirus évolue au fil du temps. Les régions de l'Afrique sont inégalement touchées. L'Afrique du Sud et l'Afrique du Nord sont les régions où la pandémie sévit fortement.

5. En Afrique, la pandémie a surtout touché les jeunes. « Environ 91 % des infections à la Covid-19 en Afrique subsaharienne concernent des personnes de moins de 60 ans et plus de 80 % sont asymptomatiques"(OMS).

6. Une étude menée par des chercheurs de l'université du Maryland aux États-Unis a établi une corrélation entre la température, l'humidité et la latitude, et la propagation de la Covid-19.



Plusieurs schémas distincts apparaissent dans la progression de la pandémie, reflétant la grande diversité du continent. Les vulnérabilités sociales, ainsi que les points forts des politiques de riposte sanitaire, déterminent les effets de la Covid-19 et les profils de risque.

Le Centre d'Etudes stratégiques en Afrique (CESA) a identifié sept profils de risque de la Covid-19 en Afrique. Chacun de ces profils de pays est confronté à différents niveaux et types de risques face à la pandémie. Les profils sont répertoriés à partir d'une combinaison de facteurs : taille de la population, dimensions des environnements urbains, ampleur des conflits et des déplacements, démographie et gouvernance. La typologie des pays est dressée en examinant 45 facteurs de risques regroupés en classes. Les pays ont été classés selon les quatre facteurs les plus fortement corrélés aux cas déclarés : l'exposition à l'international, la population urbaine, l'âge et la liberté de la presse. La médiane africaine pour ces quatre facteurs est de onze.

Ces catégories peuvent permettre de mieux comprendre la propagation de la Covid-19 sur le continent et, finalement, mieux en atténuer les effets.

Les pays les plus risqués : Ce sont des pays ouverts sur les flux de commerce de biens et services. Ils ont été exposés à la pandémie précocement. L'âge médian de la population dépasse la norme africaine de presque 10 ans. Ces pays disposent de systèmes de santé plus robustes. Le groupe comprend les plus grands pays et les plus importantes économies du continent. Il recense plus de 60% des cas signalés alors qu'il n'en représente que 18 % de la population totale.

- **Les pays confrontés à des défis de sécurité :** la taille moyenne de la population (87 millions) est supérieure à celle des autres catégories. Elle est plus jeune que la médiane africaine. Une population urbaine importante. Un haut niveau de risque (systèmes de santé, conflits, déplacements internes). Les cas déclarés représentent 13 % du total de l'Afrique pour une catégorie qui englobe 35 % de la population totale.
- **Les pays stables :** Une population comprise entre 20 et 50 millions d'habitants, plus jeune, peu urbanisée. Ils ont un niveau d'exposition à l'international modéré et système de santé peu performant. Leurs facteurs de risque correspondent à la médiane africaine.
- **Les pays fragiles :** Une douzaine, situés

principalement au Sahel et dans la Corne de l'Afrique, des zones de conflits et des déplacements forcés. Leur population médiane n'est que de 14 millions d'habitants localisée dans des zones urbaines denses. Ils ont des systèmes de santé faibles. Ils constituent 12 % de la population totale. Les risques sont atténués par une faible exposition à l'international et des populations jeunes.

- **Les petits pays ouverts et petits pays restreints**⁷. Ils regroupent plus de 20 pays ayant une population médiane de 5,5 millions d'habitants, une légère densité urbaine, une exposition réduite à l'international et peu de conflits. Leur vulnérabilité à la Covid-19 est faible (6 % de cas déclarés contre 11 % du total pour l'Afrique).
- **Les pays divers** où il est très difficile d'y déterminer avec certitude la gravité de la pandémie. Grâce à une exposition à l'international relativement faible et à des populations jeunes, ces pays ne présentent pas un risque élevé.

La gestion de ces vulnérabilités diffère en fonction du profil de risque. Les pays qui présentent des risques plus élevés en raison de facteurs structurels, comme l'exposition à l'international, une population urbaine importante et une population plus âgée, ont dû déployer des politiques hardies pour maîtriser les transmissions au sein des populations vulnérables (limiter les grands rassemblements à forte densité, sensibiliser les citoyens sur l'importance du port du masque...). Les pays touchés par des conflits vivent sous des menaces diverses : des communautés de réfugiés ou de personnes déplacées, souvent hébergées dans des espaces potentiels de transmission ; des tensions politiques régionales ; des ressources limitées. Ils sont confrontés à de défis cumulatifs dans leur réponse à la pandémie.

7. La grande différence entre ces deux plus petits groupes de population réside dans leur gouvernance. Le sous-groupe de pays restreints se situe en dessous de la médiane lorsqu'on combine la liberté de la presse et les mesures de transparence.

- **Des stratégies de confinement/déconfinement complexes**

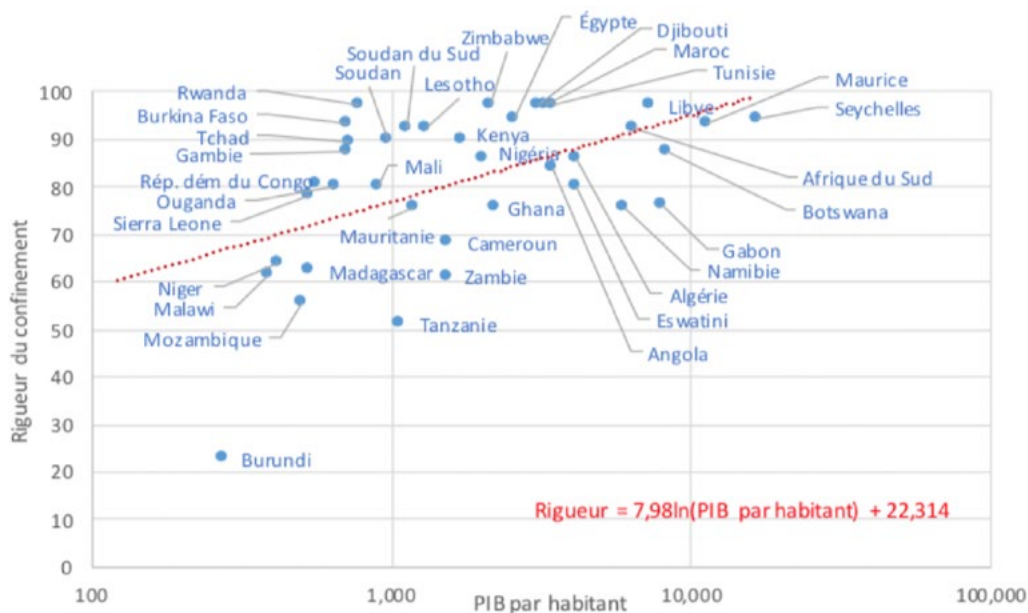
Dans leur riposte à la pandémie, les Etats africains ont été confrontés – et le sont toujours – à des décisions difficiles à prendre. Des mesures sans précédent ont été prises à travers le continent pour endiguer la pandémie. Au moins 42 pays ont imposé un arrêt partiel ou total des mouvements et des activités de leur population. L'expérience montre que ces interventions ont pour effet de stopper la propagation du virus dans certains pays et de la ralentir dans d'autres.

Les modalités de confinement ont été différentes d'un ensemble de pays à un autre.⁸ Les pays africains les plus développés ont tendance à imposer des mesures de confinement plus strictes que leurs homologues moins développés. Les pays africains dont le PIB par habitant est plus élevé se situent plus haut dans l'indice de rigueur de l'outil de suivi de la réponse gouvernementale à la pandémie de la Covid-19 de l'Université d'Oxford (voir graphique). Les pays d'Afrique du Nord et d'Afrique australe ont imposé les mesures de confinement les plus strictes. Ce sont, aussi, des pays où prévalent des comorbidités connues, telles que les maladies respiratoires chroniques (en Afrique du Nord), et le VIH/sida (en Afrique australe). Le confinement a permis un contrôle de la situation sans aboutir aux résultats escomptés. La période de confinement a été suivie de mesures de déconfinement en fonction de l'évolution de la pandémie.

L'expérience des pays africains montre, aussi, qu'il n'existe pas une variante unique pour le déconfinement. Un déconfinement progressif et segmenté, sélectif et à géométrie variable, a été expérimenté dans des pays pour redonner de l'oxygène à l'activité économique tout en gardant

8. L'indice de rigueur (Stringency Index) est un outil de suivi de la réponse gouvernementale élaboré par l'Université d'Oxford, il combine des mesures de la rigueur des réponses gouvernementales à la Covid-19 à travers sept indicateurs : fermetures d'écoles, fermetures de lieux de travail, annulation d'événements publics, fermetures de transports publics, campagnes d'information du public, restrictions des mouvements nationaux/ internes, et restrictions des déplacements internationaux.

Graphique : Les pays africains les plus développés imposent un confinement plus strict



Source : Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale (2018) et outil de suivi de la réponse gouvernementale à la pandémie de COVID-19 (COVID-19 Government Response Tracker) de la Blavatnik School of Government de l'Université d'Oxford. Données disponibles à l'adresse suivante (site en anglais)

la pandémie suffisamment sous contrôle. Des actions et mesures de dépistage, de traçage des contacts et de recours aux tests dans un contexte d'assouplissement des restrictions ont été mises en place dans les pays qui disposent de systèmes de santé publique adéquats pour endiguer la transmission du virus.

Toute stratégie de déconfinement comporte un risque considérable. La réalisation de tests est la condition préalable révélatrice et à faible risque pour réduire au minimum la menace qui pèse sur les vies. Malheureusement, la capacité des pays à dépister la Covid-19 est fortement liée à leur niveau de revenu. Étant donné qu'un certain nombre de pays africains font partie des pays les plus pauvres du monde, il n'est pas surprenant qu'ils enregistrent de très faibles taux de dépistage pour 1000 personnes. De nombreux pays africains souffrent de vulnérabilités sanitaires structurelles

qui pourraient rendre le déconfinement prématuré plus risqué.

Si la pandémie est susceptible de resurgir par de nouvelles vagues, alors un déconfinement prématuré risque d'entraîner une nouvelle flambée de contaminations à la Covid-19. L'approche d'assouplissement du confinement et du recours à un dépistage plus étendu a fait basculer les décisions publiques dans certains pays (Maroc, Tunisie.) vers un retour à un confinement suscité par une reprise de la propagation du virus. Cette situation risque de causer un nouvel effondrement de l'activité économique et entraîner des coûts économiques et sociaux supplémentaires. Néanmoins, l'apprentissage actif et la collecte de données ont aidé les décideurs à mesurer les risques dans un contexte fait de multiples incertitudes. Cet apprentissage est utile dans une démarche d'ouverture progressive vers la «normalité».

2. Impact économique et social de la pandémie

En 2019, avant la survenue de la Covid-19, le continent avait déjà connu un ralentissement de la croissance et de la réduction de la pauvreté en général, malgré d'importantes disparités entre les pays. La croissance du PIB de l'Afrique, à 3.6 %, a été insuffisante pour accélérer les progrès économiques et sociaux et réduire la pauvreté. Quand la crise est survenue, les perspectives différaient entre les économies. Certaines affichaient des taux de croissance supérieurs à 7.5 % (Rwanda, Côte d'Ivoire et Éthiopie).

• L'impact sur les échanges extérieurs

Les économies africaines sont très dépendantes des échanges extérieurs. La majorité des échanges commerciaux (entre 70 et 90%) s'effectue avec les pays du nord. Le commerce et les chaînes d'approvisionnement ont été déstabilisés. Les économies sensibles aux produits de base ont subi les plus fortes perturbations en termes d'échanges commerciaux et de stabilité des taux de change. L'Algérie, l'Angola, le Cameroun, le Gabon, le Ghana, la Guinée équatoriale, le Nigeria, la République du Congo et le Tchad comptent parmi les plus touchés.

Les exportations de pétrole vont de 3 % du PIB, en Afrique du Sud, à 40 %, en Guinée équatoriale, et à la quasi-totalité des exportations du Soudan du Sud. Pour le Nigeria et l'Angola, les plus grands producteurs de pétrole du continent, le pétrole représente plus de 90 % des recettes d'exportation et plus de 70 % du budget national. Les pertes de revenus pétroliers sont estimées (CEA) à un minimum de 65 milliards de dollars en 2020, ce qui a exacerbé le manque de devises étrangères pour les pays pétroliers et produit de lourdes conséquences sur la capacité de plusieurs pays (Algérie, Angola...) à mettre en œuvre des politiques anticycliques.

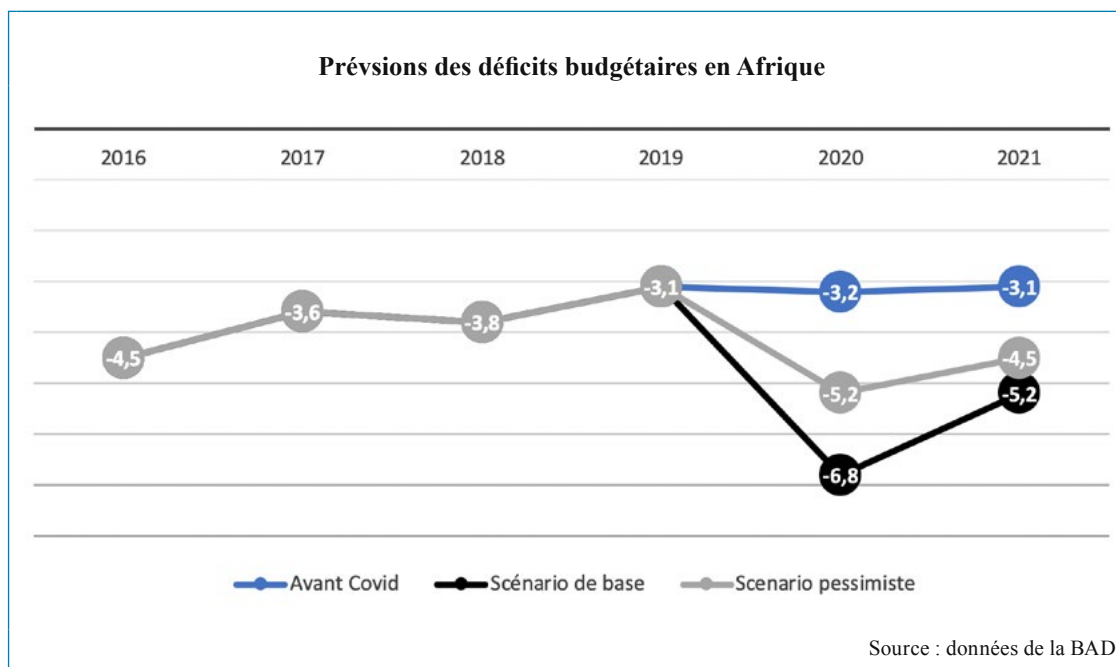
La crise a aussi aggravé la chute des prix des autres matières premières enclenchée par la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine et

accentuée par la réduction de la demande chinoise. La trésorerie publique des économies, comme le Nigeria et l'Afrique du Sud, fortement dépendante de ces ressources externes, a pâti de cette situation. Près des deux tiers des pays africains sont importateurs nets de produits alimentaires de base, dont la disponibilité a été affectée par les pénuries dues à la crise. Les produits pharmaceutiques et les équipements de protection sont, en grande partie, importés d'Europe et d'autres pays touchés par la Covid-19. Comme la demande mondiale de ces produits a augmenté fortement, la hausse des prix en a réduit la disponibilité pour l'Afrique. Les pays africains importent environ 90 % de leurs produits pharmaceutiques de l'extérieur du continent.

• Un financement du développement contrarié

La pandémie de la Covid-19 a fortement perturbé le financement du développement en Afrique. La crise est un choc majeur pour les finances publiques. Les déficits budgétaires atteindront des niveaux jamais connus par le passé (voir graphique). La contraction de l'activité économique a réduit les recettes fiscales et non fiscales intérieures de l'Afrique. La baisse pourrait s'avérer plus que proportionnelle à la contraction du PIB,⁹ surtout pour les pays qui présentent des ratios similaires à ceux des pays à revenu élevé (Afrique du Sud, Maroc). En outre, les recettes fiscales ont diminué avec les réductions d'impôts engagées par la suspension de leur recouvrement durant la pandémie pour encourager la reprise économique. La crise a affecté également les recettes non fiscales, en particulier les rentes provenant de l'exploitation des ressources naturelles, pétrolières et minières (Angola, Algérie, République du Congo, l'Eswatini, le Botswana, le Congo).

9. Au cours des trois dernières années, le ratio moyen impôts/PIB s'est maintenu à 17.2 % du PIB, soit la moitié du taux des pays de l'Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE). La situation varie néanmoins sensiblement entre les pays africains. L'élasticité fiscale à court terme – soit la mesure dans laquelle les recettes fiscales réagissent à une variation de 1 % du PIB – tend à être plus importante que dans les marchés émergents et les pays à faible revenu durant les épisodes de récession.



Avec un niveau de mobilisation des ressources intérieures plus faible que dans d'autres régions du monde, les pays africains dépendent de manière disproportionnée des flux financiers extérieurs, qui pourraient diminuer durant la dépression mondiale. L'épargne privée brute est touchée par les perturbations économiques (suspension des activités économiques, baisse des salaires et des revenus d'entreprise). L'investissement privé étranger a aussi été affecté par la situation économique de l'Afrique comme des pays investisseurs. Les flux d'IDE à destination du continent devraient baisser entre -5% et -15% par rapport à la projection de la tendance des IDE pour 2020-2021.

Les envois de fonds ont mieux résisté aux effets de la dépression économique dans les pays de l'OCDE et les pays producteurs de pétrole. Les envois de fonds sont la principale source de flux financiers extérieurs à destination de l'Afrique. Ils représentent jusqu'à 5 % du PIB dans 13 pays. Selon les estimations de la Banque mondiale, les envois de fonds à destination de l'Afrique subsaharienne diminueront de 23 % en

2020, contre 20 % à l'échelle mondiale. En fait, les envois de fonds ont constitué une source de revenu bien plus stable que d'autres flux financiers extérieurs.

- **Le spectre de la dette menace l'Afrique ?**

Une grande partie des pays africains avaient un niveau de dette relativement faible avant la survenue de la crise actuelle. En moyenne, le ratio dette/PIB est de 60 %, à l'exception de 4 pays – Soudan, Érythrée, Cabo Verde et Mozambique –, où ce ratio est supérieur à 100 %. Les niveaux d'endettement ont toutefois connu une hausse rapide ces dernières années. Entre 2008 et 2018, la dette publique moyenne des pays africains est ainsi passée de 38 % à 56 % du Produit intérieur brut (PIB) du continent. L'amélioration de l'accès aux marchés des capitaux a permis à plusieurs gouvernements africains de contracter des dettes en devises étrangères plus risquées. La proportion significative des créanciers privés dans la dette publique extérieure des États d'Afrique subsaharienne pèse particulièrement sur le budget des États endettés.

Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit que la dette atteindra 64 % du PIB en 2020, ce qui reste soutenable, comparé aux dettes des pays européens, mais le taux peut être considéré élevé pour des pays à qui les marchés financiers accordent moins leur confiance. Déjà avant la pandémie, sur 39 pays pour lesquels le FMI et la Banque mondiale avaient fait des analyses de soutenabilité de la dette, 7 étaient considérés comme potentiellement incapables de rembourser leurs dettes en totalité. Le poids du service de la dette publique avait considérablement augmenté jusqu'à représenter, selon les prévisions, 44 milliards de dollars en 2020.

Ce qui complique les perspectives de financement des économies africaines, ce sont aussi les perspectives incertaines de l'aide publique au développement (APD) et des autres flux officiels. L'APD à l'Afrique s'est stabilisée à environ 53 milliards USD par an en 2014-18. À l'avenir, le niveau d'APD dépendra, en partie, de l'impact de la pandémie sur les pays donateurs, plus particulièrement sur leur budget. En avril 2020, les membres du Comité d'aide au développement ont convenu de « [s'efforcer] de protéger les budgets d'APD, d'encourager les autres apports financiers et d'«épauler les pays présentant des besoins spécifiques en ayant recours à des mesures cohérentes et coordonnées ».

- **L'impact sur l'économie réelle : la confirmation d'une récession historique**

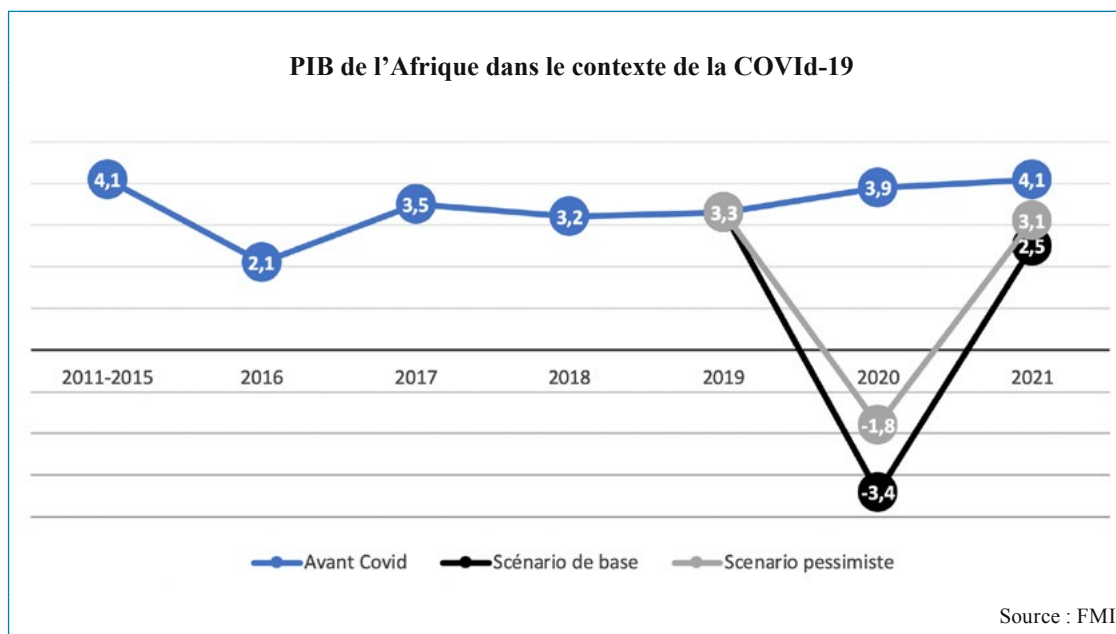
Les économies africaines reposent, pour la plupart, sur un nombre réduit de secteurs économiques. La contraction du commerce mondial a affecté l'appareil productif de plusieurs secteurs de la région. Les industries africaines importent plus de 50 % de leurs machines industrielles et de leurs équipements de fabrication et de transport de l'extérieur du continent. De ce fait, les perturbations liées à la Covid-19 dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, en particulier en provenance de Chine et d'Europe, ont entraîné une diminution de la disponibilité des biens finaux et intermédiaires

importés en Afrique. A Moyen terme, les secteurs à plus faible valeur ajoutée, tels que l'agro-alimentaire et le textile, pourraient pâtir le plus des pénuries d'approvisionnement et d'une éventuelle relocalisation des activités de production plus près des marchés finaux. La crise actuelle entraînera probablement une réorganisation des chaînes de valeur mondiales, synonyme de défis pour l'Afrique, mais aussi d'opportunités.

L'impact global de la Covid-19 sur les économies des principaux pays touristiques est bien plus fort que sur les économies africaines moyennes. L'industrie du tourisme contribue à plus de 10 % du PIB dans nombre de pays (Seychelles, Cabo Verde, Maurice, Gambie, Tunisie, Madagascar, Lesotho, Rwanda, Botswana, Égypte, Tanzanie, Namibie, Comores et Sénégal). On estime que les arrivées de touristes internationaux devraient diminuer entre 60% et 80%. Le secteur du tourisme et des voyages sur le continent perdrait plus de 50 milliards de dollars américains et au moins 7,6 millions d'emplois directs et indirects.

Compte tenu de l'évolution rapide de la situation et de la forte incertitude, les prévisions de croissance sont constamment actualisées à la baisse. Les projections les plus récentes prévoient une contraction du PIB dans la plupart des pays en 2020 – la première depuis 25 ans. Le degré de contraction de l'activité économique en 2020-21 sera déterminé par l'ampleur et la persistance du choc, l'impact des crises et vulnérabilités préexistantes (par exemple, les conflits et la fragilité dans la région du Sahel, ou les criquets en Afrique de l'Est, qui se propagent à d'autres régions), ainsi que par la durée du confinement¹⁰ et la réaction des entreprises et États africains. Les études sur l'impact économique partagent le diagnostic d'une crise inédite et font état d'un choc brutal marqué par un recul historique du principal indicateur macro-économique, le PIB (voir graphique).

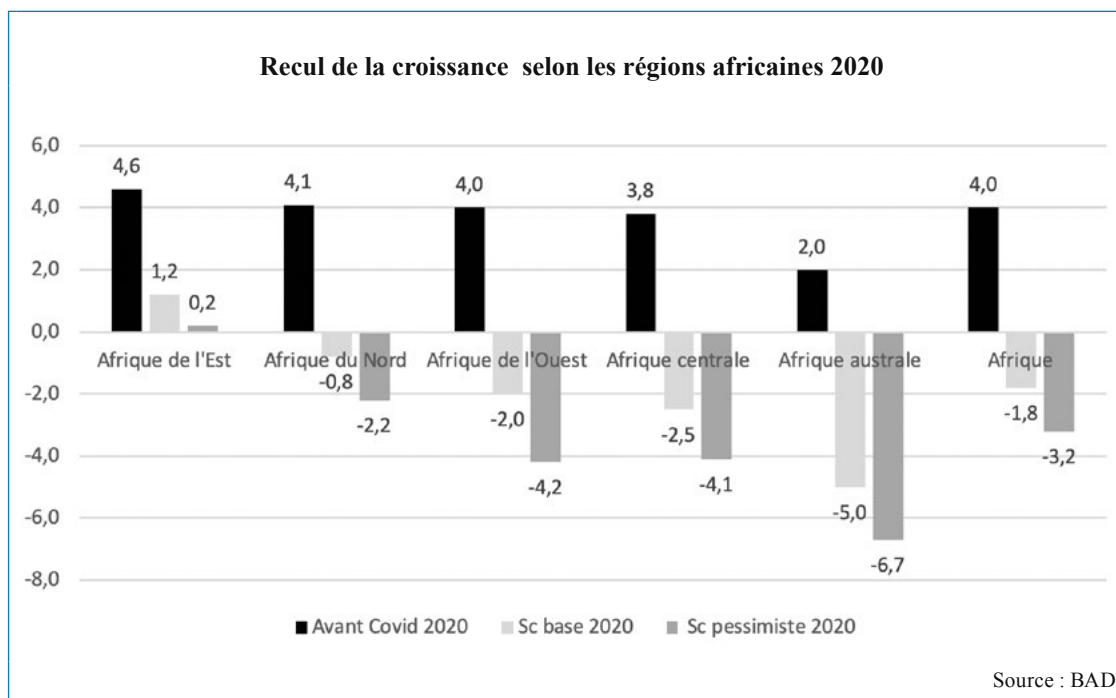
10. On entend par confinement total la poursuite des seuls services essentiels (épiceries, établissements de santé et services de sécurité), les autres activités économiques étant pratiquement à l'arrêt.



Le Fonds monétaire international a ainsi évoqué « une menace sans précédent pour le développement ». Dans ses prévisions économiques pour les pays d'Afrique subsaharienne¹¹, l'institution a confirmé un recul attendu du PIB de 1,8 % en 2020, phénomène sans précédent pour le continent africain depuis la Seconde Guerre mondiale. La Banque mondiale a, quant à elle, estimé le recul à une fourchette comprise entre 2,1 et 5,1 %, selon les pays. La Banque africaine de Développement (BAD) prévoit une contraction de la croissance entre 0,7 et 2,8 points en 2020. La CEA table sur une récession de -2,6% en 2020

Les pertes d'activité consécutives à la crise sanitaire sont considérables pour l'ensemble du continent, même si elles se différencient selon les régions. Chaque ensemble régional réagit selon ses caractéristiques propres et les contraintes auxquelles il est exposé. Outre le poids du secteur public, d'autres facteurs se combinent pour amortir ou amplifier les effets à la fois de la crise sanitaire et de la mise à l'arrêt des économies. Parmi ces facteurs figurent la durée locale du confinement, la résistance des entreprises et l'efficacité des mesures de soutien déployées. L'ampleur de la crise dépendra de la date de retour à une activité normale. Une reprise trop tardive pourrait avoir un effet délétère sur le tissu productif africain, en provoquant des défaillances d'entreprise en cascade tout en obérant les chances de reprise à moyen terme.

11. Fonds monétaire international : Prévisions économiques pour les pays d'Afrique subsaharienne, publiées le 15 avril 2020



- **Une crise sociale qui risque de perdurer**

Si le virus semble se propager plus lentement à travers le continent africain que dans d'autres régions du monde, la contagion a de lourdes répercussions sur l'état social de la population africaine. Les pays en proie à des conditions sociales et politiques difficiles – comme l'instabilité politique et les conflits, les pénuries alimentaires ou, encore, la forte concentration de camps de réfugiés – sont les plus vulnérables aux effets de la contagion¹². Des pertes d'emplois, une aggravation de la vulnérabilité et de l'insécurité alimentaire, des risques accentués pour les populations déplacées et les migrants, des systèmes de santé mis à rude épreuve, tels sont les effets les plus dévastateurs de la pandémie.

12. C'est ce que révèle l'analyse du Centre d'Etudes stratégiques de l'Afrique en s'appuyant sur un diagnostic établi sur la base de neuf dimensions sociodémographiques de la vulnérabilité : exposition internationale, systèmes de santé publique, densité des zones urbaines, population totale des zones urbaines, âge de la population, transparence du gouvernement, liberté de la presse, ampleur des conflits, populations déplacées.

- **Le choc sur l'emploi** est massif, avec un taux de chômage dans les pays africains qui a déjà plus que doublé entre la fin 2019 et juin 2020, pour passer de 5,3 % à 11,4 %. L'Union africaine a prédit la perte de 20 millions d'emplois, les pays dont l'économie repose sur la production pétrolière et sur le tourisme sont les plus à risque. Dans un continent où l'emploi informel est bien souvent la norme (86 % de l'emploi total, la proportion s'élevant jusqu'à 91 % dans les pays d'Afrique de l'Ouest), les conséquences sur les conditions de vie des plus démunis seront dévastatrices.
- **La pauvreté et la vulnérabilité** : D'après la Banque mondiale, entre 28,2 millions et 49,2 millions d'Africains supplémentaires risquent d'être refoulés dans l'extrême pauvreté. La consommation des ménages pauvres et vulnérables devrait baisser considérablement en raison de la réduction des revenus du travail et des revenus des ménages. La pauvreté touche singulièrement les populations rurales et suburbaines, les actifs de l'informel, les

chômeurs, les familles élargies et les jeunes ménages.

- **L'insécurité alimentaire :** La crise économique pourrait se doubler d'une crise alimentaire. Quatre types de pays pourraient se trouver confrontés à des crises de sécurité alimentaire, et leur situation d'avant la crise de la Covid-19 influera sur leurs réponses politiques et économiques : i) les pays souffrant déjà de crises alimentaires (Niger, Mali, Burkina Faso), où 2.5 millions d'enfants sont sous-alimentés, seront sans doute les plus touchés ; ii) les pays dépendant fortement des importations alimentaires (Mauritanie, Libéria, Sierra Leone, Gambie) souffriront si des restrictions de déplacement et de transport limitent l'accès aux marchés, iii) les pays qui connaissent une hausse de prix alimentaires provoquée par la perturbation des chaînes d'approvisionnement, iv) les pays dont l'approvisionnement alimentaire est perturbé par de graves invasions de criquets (8 pays de l'Afrique de l'Est).
- **Les risques liés aux déplacements de la population.** Le continent est confronté à un chiffre record de personnes déplacées en interne (PDI) et réfugiés, conséquence de conflits et des tensions politiques. Il compte plus de 25 millions de personnes déplacées de force dont environ 85 % sont originaires de huit pays : la République démocratique du Congo, le Soudan du Sud, la Somalie, l'Éthiopie, le Soudan, le Nigeria, la République centrafricaine et le Cameroun. L'Afrique connaît, aussi, des taux élevés de migrants en quête de meilleures opportunités d'insertion économique et sociale. Les destinations clés sont l'Algérie, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, le Maroc, le Nigeria et l'Afrique du Sud. Ces mouvements sont constitués, dans une large partie, de groupes vulnérables résidant dans des camps localisés dans des zones urbaines surpeuplées, des quartiers informels et dans

des zones frontalières relativement isolées¹³. Les milliers de migrants qui traversent les frontières sont généralement attirés vers des centres urbains. Ils sont exposés à une diffusion rapide du virus.

- **Les systèmes de santé mis à rude épreuve.** En termes d'infrastructures, l'Afrique est l'une des régions du monde la moins préparée à gérer les conséquences d'une pandémie. Selon les données de l'OMS, l'Afrique ne dispose que d'environ 1.2 lit d'hôpital pour 1 000 habitants, contre 6.5 en France¹⁴. Les soins de santé sont difficiles en raison du manque d'équipements et d'installations adéquates. Face à l'afflux de personnes atteintes de la Covid-19, les structures sanitaires risquent d'être surchargées et les patients souffrant d'autres pathologies (sida, tuberculose ou paludisme) risquent de ne pas avoir accès aux soins¹⁵. Toutefois, les enseignements tirés de la crise Ebola sont utiles. La gestion de cette pandémie a montré l'effet positif de l'échange de capacités entre les pays, de partenariats entre organismes techniques, organisations internationales et secteur privé ou, encore, la sensibilisation des populations aux questions de santé publique. Les initiatives d'acteurs économiques (le secteur minier en Guinée), sociaux (les systèmes de santé locaux en Sierra Leone) ou informationnelles (mise en place des mécanismes de suivi de l'épidémie au Libéria) ont été d'une grande efficacité. Les institutions créées à l'époque ont été mobilisées pour faire face à la pandémie actuelle.

13. Dix pays africains hébergent la plus grande partie de personnes déplacées (Soudan, Ouganda, Nigeria, Ethiopie, Kenya, RDC, Tchad, Cameroun, Soudan du Sud et Tanzanie).

14. A titre d'exemple, au début de la crise de la Covid-19, en Italie, la Lombardie, région la plus touchée du pays, disposait d'un peu plus de 700 lits en unité de soins intensifs (USI) pour une population de 10.4 millions d'habitants.

15. L'Organisation des Nations unies (ONU) a indiqué que le nombre de décès causés par le VIH pourrait doubler en Afrique subsaharienne si l'accès des malades aux traitements était perturbé par la pandémie liée au Coronavirus.

3. Pour un modèle résilient

En réponse à la crise, la grande majorité des pays africains ont mis en place, dès les premières manifestations de la pandémie, des mesures d'endiguement (fermeture des frontières, confinement partiel, puis total...). Ces mesures ont été suivies par la mise en place d'actions sanitaires pour contenir la contagion. Enfin, des mesures économiques et sociales ont été prises en distribuant des aides d'urgence aux populations, en priorisant les dépenses des systèmes de soins de santé et en renforçant la sécurité de la chaîne alimentaire. Ces mesures n'ont toutefois pas suffi à juguler la pandémie et à relancer l'activité économique.

Tous les pays ont été dans l'obligation d'engager des programmes nationaux de relance. Le design de ces programmes comportait des actions communes à tous les pays, indépendamment de leur niveau de développement et de la durée de confinement, et, d'autres, plus adaptées aux spécificités des pays à faible revenu et des économies dépendantes des produits de base et du pétrole. Ainsi, des mesures budgétaires et monétaires ont été déployées pour canaliser les liquidités vers les entreprises, notamment les PME, secteurs stratégiques, et vers les ménages en situation de vulnérabilité.

Comme le soulignent la plupart des rapports des Organisations internationales et régionales, le « retour à la normale » (taux d'activité à 100 % dans tous les secteurs, avec ou sans rattrapage des pertes liées au confinement) sera probablement progressif¹⁶. Parmi les divers scénarios explorés par les Organisations internationales pour déceler le point de sortie de crise, le plus vraisemblable est celui d'une reprise lente à moyen terme. Dans tous les cas, l'hypothèse d'une reprise d'ici à 2023 suppose une croissance extrêmement vigoureuse qui dépend, quant à elle, de l'évolution de l'environnement international.

16. Les hypothèses vont du plus optimiste (second semestre 2021) au plus pessimiste (une décennie).

Des révisions des stratégies et politiques de développement s'imposent en ce moment de crise. C'est dans la refonte de leurs modèles de développement et l'accélération de l'intégration continentale que les pays africains peuvent trouver les réponses à une sortie de crise pérenne. L'Afrique doit aspirer à être à la fois un continent où se mettent en place des modèles de développement durables et résilients et s'élabore une convergence des intérêts stratégiques de pays qui le composent. La sortie de la pandémie et la construction d'une « immunité sanitaire, économique et sociale » contre les risques de nouvelles vagues de la Covid-19 ou d'autres risques pandémiques passe inéluctablement par l'option à l'échelle de chaque pays et par une vision commune dans l'ensemble du continent d'une refondation des modèles de développement sur des piliers résistants à la diversité des chocs que traverse ou qui pourraient survenir dans l'environnement économique mondial.

Renforcer la dimension stratégique de la sécurité sanitaire

Les indicateurs sanitaires du continent demeurent des plus préoccupants. Les régimes légaux de sécurité sociale ne couvrent qu'environ 10 % de la population économiquement active. L'Afrique devrait définir une réponse à la crise actuelle et anticiper les futures crises sanitaires, en mettant en place des politiques sanitaires qui promeuvent des plans de prévention et de riposte face aux futures épidémies et développent ses capacités dans la production des biens médicaux. Il apparaît nécessaire de remettre au premier plan le renforcement des systèmes de santé par l'investissement public et de développer un nouveau cadre de financement public/privé soutenable à long terme.

En tenant leur engagement d'allouer au moins 15 % de leurs budgets publics nationaux à la santé d'ici 2025, conformément à la Déclaration d'Abuja de 2001, les pays africains pourraient promouvoir des systèmes de santé nationaux accessibles, pérennes, résilients et de qualité, soutenir les programmes de santé et atteindre la

couverture santé universelle. L'Union africaine devrait saisir cette conjoncture pandémique pour accélérer la mise en œuvre du Plan de fabrication pharmaceutique pour l'Afrique et l'opérationnalisation de l'Agence africaine du médicament, en priorisant les investissements à l'appui du renforcement des capacités réglementaires et en définissant des positions communes au sein de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) sur les droits de propriété intellectuelle.

A moyen et long termes, des industries africaines de la santé ayant un positionnement dans la cartographie des industries de la santé dans le monde réduiront la dépendance de l'Afrique en bien médicaux et contribueront à améliorer les performances des systèmes de santé africains. Dans cette perspective, cinq orientations s'imposent : la constitution de stocks stratégiques de produits pharmaceutiques et médicaux, notamment les vaccins ; le renforcement des capacités de production de ces produits ; l'incitation à la recherche dans le domaine sanitaire ; l'élaboration des plans de prévention et de riposte face aux futures épidémies ; la définition des normes communes en matière d'interopérabilité des données sanitaires. Ces engagements devraient être renforcés par une coopération africaine plus soucieuse de consolider les compétences des institutions et des autorités chargées de répondre aux défis sanitaires et démographiques persistants.

Assurer la souveraineté alimentaire

Si le secteur agricole a été relativement moins touché par la crise sanitaire, il a cependant perdu de nombreux débouchés (fermeture des marchés, produits ne pouvant être exportés...). Plusieurs pays Africains ont été exposés à des problèmes sérieux d'accès aux aliments de base. Les agriculteurs ont cependant fait preuve d'innovation pour continuer à vendre leurs produits : circuits courts, ventes directes... Cependant, les risques exogènes liés aux changements climatiques et à d'autres facteurs environnementaux tendent à fragiliser les systèmes agricoles africains. Promouvoir les économies vertes est le levier d'une modernisation

du secteur agricole qui valoriserait davantage les richesses de la biodiversité.

Les Etats africains sont tenus, aujourd'hui plus qu'hier, de garantir la souveraineté alimentaire par des investissements adéquats en vue de réduire la malnutrition, renforcer la durabilité de la production agricole, accroître les revenus agricoles. Ces objectifs figurent dans le cadre du PDDAA (Programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique). Leur mise en œuvre devrait être accélérée en les actualisant dans une nouvelle feuille de route accompagnée de dispositifs de suivi/évaluation plus rigoureux qui en garantiraient l'effectivité avec un agenda accéléré.

Accélérer les transitions écologique et énergétique

L'Afrique a pris des engagements internationaux en faveur d'une transition écologique efficace et équitable. Les risques liés à la sécheresse et à la désertification sont une réalité quotidienne pour des millions d'habitants et mettent en question les bases même de leur sécurité humaine, leur mode de vie et leurs perspectives économiques. Pour atteindre les objectifs de développement durable, l'Afrique devrait s'engager dans des voies de développement à faible intensité de carbone si l'on veut que le continent maintienne le cap sur l'objectif de température issu de l'Accord de Paris. Elle devrait privilégier la promotion des investissements dans la transition écologique (transport, logement, industrie, agriculture...) réduire la pression sur le capital naturel, développer l'économie circulaire pour mettre en place un secteur des matières premières responsable et des chaînes de valeur industrielles propres et dotées de normes environnementales et climatiques élevées. L'amélioration de l'accès à une énergie à la fois sécurisée, abordable et durable reste un objectif essentiel. D'où la nécessité de mettre l'accent sur l'accroissement des investissements dans les infrastructures énergétiques en Afrique.

Soutenir la transformation numérique et l'innovation

La Covid-19 a accéléré la transformation numérique tant de la chaîne d'approvisionnement que du parcours du consommateur dans les marchés développés. Le recours accru au télétravail, à l'enseignement à distance et à l'e-santé pendant la crise ont démontré l'importance du numérique pour assurer la résilience des pays. Dans certaines économies africaines, on a constaté l'émergence d'usages de technologies nouvelles peu coûteuses qui ont le potentiel d'avoir un impact important et durable. Ces initiatives montrent tout le potentiel de contribution du numérique à la résilience économique et sociale des économies africaines. Mais, l'Afrique fait encore face à des difficultés pour tirer pleinement parti des technologies numériques. Seuls 25 % des Africains utilisent actuellement l'internet.

L'Afrique ne peut être exclue des sources futures de la croissance et du développement. La conjoncture impose de renforcer la mobilisation des moyens nécessaires pour atteindre, à un horizon acceptable, les objectifs tracés dans les priorités établies : le haut débit à un prix abordable, les compétences à l'ère numérique, l'entrepreneuriat numérique, ainsi que les services en ligne et l'économie fondée sur les données. Ces éléments seront essentiels pour l'émergence et l'expansion de chaînes de valeur du XXI^e siècle dans la région. Encore plus que la question de la couverture internet, l'enjeu de la formation aux usages du numérique, apparaît capital. Le numérique offre avec le secteur de la tech un vivier d'emplois futurs dans les territoires excentrés pour empêcher la fuite des compétences et pour pousser à l'installation d'entreprises innovantes.

Des priorités de long terme devraient être formulées en vue de tracer les orientations de la coopération entre les pays africains en matière d'économie numérique, de création des synergies entre les nombreuses initiatives, déjà existantes, et de contribution à la réalisation d'un marché unique numérique africain. L'Afrique devrait mener cette transformation, en promouvant

un modèle combinant l'usage du numérique à l'appropriation de ses technologies par le développement des contenus. Le continent doit assurer la transformation numérique en visant à accéder à des infrastructures et des technologies de cyber-sécurité sûres et fiables, ainsi qu'à assurer avec ses partenaires une régulation juste des grandes plateformes numériques.

Valoriser le capital humain africain

L'éducation à tous les niveaux, avec un focus sur la qualité et la création d'emploi, comme vecteur d'insertion des jeunes, devrait être au centre des modèles de développement africains. Des solutions innovatrices s'imposent qui, au-delà des politiques de formation orientées sur l'employabilité des jeunes, devraient promouvoir les approches centrées sur l'entrepreneuriat des jeunes. La stratégie continentale d'éducation pour l'Afrique (conçue par l'UA) destinée à réorienter les systèmes d'éducation et de formation de l'Afrique devrait être actualisée, afin de répondre aux besoins en matière de connaissances, de compétences, de qualifications, d'innovation et de créativité.

Il est possible, dans le cadre de cette stratégie, d'initier de nouvelles actions pour étendre l'accès à une éducation de qualité, assurer l'acquisition des connaissances et des compétences requises, accélérer les processus conduisant à la parité et à l'équité des genres. De son côté, le Programme de mobilité universitaire intra-Afrique devrait être renforcé, en vue d'aboutir à la reconnaissance des qualifications et la coopération entre les établissements d'enseignement supérieur de différents pays et de différentes régions du continent.

Accélérer la mise en œuvre de la Zone de Libre-échange continentale africaine (Zlecaf)

L'agenda commercial ambitieux de la Zlecaf, articulé autour d'un démantèlement équilibré des tarifs douaniers, intégrant le secteur des services, de nouvelles règles d'origine, est un élément

essentiel pour le développement de marchés ouverts et un commerce libre et équitable.

À moyen et long termes, la consolidation des Communautés économiques régionales (CER) et la mise en œuvre effective de la Zlecaf seront déterminants pour renforcer les réseaux de production et les échanges régionaux, et réduire la vulnérabilité du continent aux chocs extérieurs. Un des enjeux immédiats de l'Afrique consiste à traduire le chantier de la Zone de Libre-échange continentale dans les faits : adoption des listes des concessions tarifaires, règles d'origine, barrières non tarifaires,... Tout aussi importante est la libéralisation de services clés couverts par la Zlecaf, tels que les services commerciaux et financiers, conjuguée à la libéralisation des communications, notamment des TIC, elle peut contribuer à soutenir l'expansion des échanges de biens. Les pays africains vont bientôt entamer les négociations sur les engagements de la deuxième phase de la Zlecaf. Les négociations porteront sur des questions complexes : la propriété intellectuelle, les politiques de la concurrence, le e-commerce... sans lesquelles les engagements de la première phase ne pourraient pas aller très loin.

L'accélération des progrès vers les prochaines phases de la Zlecaf, en particulier les accords sur l'investissement, la politique de concurrence, les DPI et l'e-commerce, sera essentielle pour positionner la région comme destination attrayante pour les investissements, lorsque s'amorcera la reprise de l'économie régionale et mondiale.

Contribuer à une transformation structurelle des économies africaines et à leur insertion dans les chaînes de valeur mondiales et régionales

La libéralisation des échanges, la levée des barrières non tarifaires, la facilitation du commerce et la préférence régionale sont des pierres angulaires sur lesquelles il faudrait bâtir la nouvelle architecture du commerce de biens et services dans le continent. Mais, l'intégration productive de l'Afrique est la réelle garantie de la prospérité du continent. Le redémarrage des

économies africaines et leur adaptation aux défis qu'elles rencontreront dans l'avenir nécessite un marché africain robuste et, surtout, des économies et des bases agricoles et industrielles résilientes, ce qui passe par le développement de l'économie verte et de l'économie bleue.

Dans les mutations en cours, il est opportun de repositionner l'Afrique afin de faire face aux changements attendus au sortir de la crise de la Covid-19. A l'heure où certaines multinationales des pays de l'OCDE repensent leurs modèles de chaînes d'approvisionnement en s'orientant possiblement vers des chaînes plus courtes, des opportunités peuvent s'offrir aux économies africaines pour capter des investissements à la recherche de localisations de proximité. Des actions coordonnées à l'échelle des Communautés économiques régionales pour attirer les IDE et des investissements conjoints dans les biens publics régionaux (santé, éducation, alimentaire, environnement...) pourraient stimuler la transformation locale et le transfert des technologies.

Par conséquent, la promotion des IDE et des investissements intra-africains pourrait améliorer l'offre exportable des pays africains en facilitant la connexion des systèmes productifs. L'intégration productive du continent serait ainsi renforcée par la mise en cohérence des stratégies des CER dans le système des chaînes de valeur mondiales et régionales. Des initiatives de soutien à la convergence et à la complémentarité des politiques industrielles et agricoles africaines devraient être encouragées.

De telles initiatives rapprocheraient les entreprises africaines dans la perspective d'établir des réseaux de production entre les pays. Le renforcement des chaînes de valeur régionales doit être une priorité au vu de la transformation des économies africaines. L'avenir des pays africains passe par une meilleure intégration des pays dans leur bassin régional. Un nouveau départ est nécessaire dans ce domaine pour tenir compte des acquis et limites des CER dans la promotion du commerce intra-africain, ainsi que des

perspectives ouvertes de la nouvelle dynamique de la Zone de Libre-échange continentale.

Conclusion

Les effets de la pandémie sur les économies et les sociétés africaines n'ont pas encore été suffisamment cernés. Le facteur temps jouera un rôle capital dans l'ampleur que prendra le choc sanitaire, économique et social. Plus la relance tardera, plus le recul enregistré, déjà phénoménal, sera difficile à combler, obérant les chances d'un retour « à la normale » au cours de 2021 et la possibilité d'une reprise du chemin de la croissance à court ou moyen terme.

L'idée d'une « reprise en racine carrée » est notamment avancée, à savoir un rebond rapide mais incomplet suite au déconfinement, puis une longue période de retour progressif au niveau d'activité d'avant crise. Autrement dit, les économies africaines risquent fort de porter plus longuement les séquelles de la crise sanitaire, elles ne pourront pas absorber le choc d'ici 2022, et encore sous réserve de taux annuels moyens de croissance très élevés (5 à 10 %). Une reprise plus lente (d'ici 2025) suppose quand même un effort de relance élevé (de l'ordre de 2 à 3 % par an).

Faire en sorte que les économies africaines se relèvent plus fortes et mieux équilibrées de la pandémie, tel est le défi à relever. La trajectoire de l'économie africaine dépendra des réponses qui y seront apportées. Face au risque que les effets directs et induits de la crise économique n'amplifient la crise sociale, les Etats africains n'ont pas d'autre choix que de formuler des politiques visant à faire de la sortie de crise l'opportunité pour l'Afrique d'une transformation de ses modèles de développement en réinventant les modalités de son insertion dans l'économie-monde.

Contrairement à ce que proclame « l'opinion commune », la mondialisation ne va pas connaître un coup d'arrêt ou même une tendance à la régression (démondialisation). La fragmentation

qu'on appelle « chaînes de valeur » persistera¹⁷. Ce sont les lieux et les mécanismes des interdépendances des chaînes de production laborieusement installées qui se trouvent remises en question par la pandémie de la Covid-19. Si le glas de cette ère des chaînes de valeur n'a pas encore sonné, indéniablement une phase nouvelle est en train de s'ouvrir.

Le changement du profil de la mondialisation sera l'un des phénomènes emblématiques des prochaines décennies, il est particulièrement sensible en Asie et dans une moindre mesure en Europe et aux Etats-Unis. Des investigations sur ces métamorphoses pourront lever le voile sur la réalité complexe du phénomène de redéfinition des rôles et des positions, dont l'évolution - divergences et convergences- sur le marché des biens et sur celui de l'emploi. D'aucuns y voient le jeu bénéfique d'un redéploiement des émergences, où l'Afrique pourrait améliorer ses positions dans le marché mondial.

Dans cette dynamique annoncée, la crise sanitaire amène à reconsidérer le rapport coûts-bénéfices de l'organisation internationale des chaînes de valeur, en faisant prendre conscience du danger d'une dépendance trop forte de la production, lorsque celle-ci concerne, par exemple, des médicaments ou des produits médicaux que l'on ne peut produire de manière autonome. L'essor des chaînes de valeur régionales est le vecteur le plus puissant des transformations économiques qui vont ouvrir une nouvelle ère de la mondialisation où la régionalisation sera revitalisée.

La pandémie pourrait constituer un accélérateur de changement du fait notamment de décisions de politique économique qui, hier, relevaient de l'impossible et, aujourd'hui, de la nécessité. Il est en tout cas des phénomènes structurels qu'elle ne changera pas, mais qu'elle modifiera, voire qu'elle pourrait renforcer. Il

17. La fragmentation désigne ici la répartition entre plusieurs pays des différentes étapes de production, l'enchaînement des fabrications intermédiaires et des transformations débouchant sur un produit fini.

en ira ainsi d'une régionalisation ouverte sur le système-monde qui pourrait s'accroître sous l'effet de cette crise en raison d'un reprofilage de la fragmentation des processus productifs qui privilégieraient les connexions productives de proximité. L'Afrique est interpellée pour s'impliquer dans cette dynamique qui se dessine.

C'est en mobilisant ses ressources et en accélérant ses processus d'intégration, qu'elle peut saisir cette fenêtre d'opportunité pour faire basculer sa position dans le système de l'économie mondiale d'un statut de continent-périphérique à un statut de continent-partenaire.

Bibliographie

- Africa Union. Africa Centre for Disease Control and Prevention (CDC). Bulletin d'information no 42 sur la pandémie de la maladie à Coronavirus (Covid-19). Date de publication : 10 novembre 2020, p. 1-8. Addis Abeba.
- African Union. Socioeconomic impact of Covid-19 on Africa: An opportunity to build more endogenous and resilient emerging economies. September 2020. Addis Ababa, p. 1-164.
- Centre d'Etudes stratégiques de l'Afrique. Ajustements rendus nécessaires par la lutte contre le Covid-19 sur le continent africain. Éclairage, 22 avril 2020.
- Centre d'Etudes stratégiques de l'Afrique. Cartographie des facteurs de risque de propagation du Covid-19 en Afrique. Infographie, 13 avril 2020.
- Commission économique pour l'Afrique. COVID-19 Stratégies de déconfinement pour l'Afrique. COVID-19 Riposte. Addis Abeba. 2020, p. 1 à 40
- Commission économique pour l'Afrique. Covid-19. Stratégies de déconfinement pour l'Afrique. Addis Abeba. 2020, p.1-40.
- Economic Commission for Africa. Facilitating cross-border trade through a coordinated African response to Covid-19. Addis Ababa. Ethiopie. July 2020, p.1-48.
- Economic Commission for Africa. Building forward together. Financing a sustainable recovery for the future of all. Addis Ababa, 2020, Ethiopie, p.1-22.
- Economic Commission for Africa. Healthcare and economic growth in Africa. Addis Ababa. Ethiopie, September, 2019, p.3-112.
- Economic Commission for Africa. The impact of Covid-19 on Africa's energy sector. RES4 Africa Foundation, 2020, p.1-44.
- Economic Commission for Africa. Covid-19 Lockdown exit strategies for Africa. Addis Ababa. May 2020, Ethiopie, p.P 1-38.
- Economic Commission for Africa. Covid-19 in Africa. Protecting lives and Economies. Addis Ababa. April May 2020, Ethiopie, p.1- 48.
- Economic Commission for Africa. African Trade Policy Center. Trade Policies for Africa to Tackle Covid-19. 27th March 2020, p.1-13.
- Economic Commission for Africa. Economic impact of the Covid-19 on Africa. Addis Ababa. Ethiopia. March 13, 2020, p.1-21.
- FMI. Mise à jour des perspectives régionales. Juin 2020. Afrique Subsaharienne, p. 1-10.
- Fondation Mo Ibrahim: COVID-19 in Africa: a call for coordinated governance, improved health structures and better data. Data and analysis, 2020, p.1-122.
- Groupe de la Banque Africaine de Développement. Perspectives économiques en Afrique 2020. Former la main-d'œuvre africaine de demain. Abidjan, p.1-222.
- Groupe de la Banque Africaine de Développement. Perspectives économiques en Afrique 2020. Supplément. Dans le contexte de la Covid-19. Abidjan, p.1-222.

- Groupe de la Banque Mondiale. Africa's Pulse. Tracer la voie de la relance économique. Octobre 2020. Volume 22. Washington, p.1-15.
- Mark Duerksen. Innovations requises pour empêcher la flambée du Covid-19 dans les villes africaines. Éclairage, 14 avril 2020.
- Moubarak Lo. La Covid-19 en Afrique : bilan d'étape et perspectives. Policy Center for the New South. Research Paper. 20-13. Octobre 2020, p.1-36.
- Ob Sisay, Elizabeth Smith: A covid-19 Vaccination for Africa. Tony Blair Institute for global Change. November 2020, p.1-32.
- Oumnia Boutaleb. Face au Coronavirus, l'Afrique se prépare au pire. Policy Center for the New South. Policy Brief. 20-18. Mars 2020, p.1-13.
- OCDE. Tackling Coronavirus (Covid-19) Contributing to a global effort. Covid-19 in Africa: Regional socio-economic implications and policies priorities. 7 may 2020. Geneva, p.1-22.
- OCDE. Lutte contre le coronavirus (Covid-19): Pour une réponse durable, résiliente, après le covid-19. 5 juin 2020. Genève, p.1-18.
- OCDE. Africa's Response to Covid-19. What roles for trade, manufacturing and intellectual property. 23 June 2020, p.1-30.
- Partnership for Evidence -Based Response to Covid-19 (PERC). Biweekly Report. Reporting period: 14-27 October, p.1-6.
- Partnership for Evidence -Based Response to Covid-19 (PERC). A Decision-Making Dashboard for Covid-19. Response in Africa, p.1-7.
- Partnership for Evidence -Based Response to Covid-19 (PERC). Brief on Public Health and Social Measure Implementation in Africa. 28 July-10 August 2020, p.1- 41.
- Partnership for Evidence -Based Response to Covid-19 (PERC). Responding to Covid-19 in Africa: Using data to find a balance. 2020, p.1-18.
- Shannon Smith. La gestion des priorités sanitaires et économiques dans le contexte de la propagation du Covid-19 en Afrique. Éclairage, 14 avril 2020.
- UNCTAD. Committee for the Coordination of Statistical Activities (CCSA). How Covid-19 is changing the world: a statistical perspective. Volume II, p.1-80. Geneva. 2020.
- United Nations. Impact of Covid-19 in Africa. 20 May 2020. Beyond emergency. A road to recovery. Policy Brief, p.1-28.
- United Nations. Committee for the Coordination of Statistical Activities. How Covid-19 is changing the world.: a statistical perspective. 2020. (https://unstats.un.org/unsd/ccsa/principles_stat_activities/)
- University of Oxford. Oxford Covid-19. Government Response Tracker. Regional Report- Sub Saharan Africa, p.1-8.
- University of Oxford. Oxford Covid-19. Government Response Tracker. Regional Report- Middle East and North Africa, p.1-10.
- Wendy Williams. La Covid-19 et la crise des déplacements en Afrique. Éclairage, 3 avril 2020.
- World Health Organization. Covid-19 Weekly Epidemiological Update. Geneva, p.1-23.

RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉCONOMIE DE L'AFRIQUE



Dès les premiers cas du Coronavirus relevés en Afrique, les prédictions les plus sombres ont été faites sur la catastrophe sanitaire à venir sur le continent, en raison d'un certain nombre de caractéristiques supposées favoriser la propagation de l'épidémie. Ces prévisions ont été démenties par la rapidité des ripostes des Etats et par divers autres facteurs. La progression de la Covid-19 en Afrique n'est pas le fait d'une dynamique unique mais plutôt de multiples profils de risques distincts. Une diversité des situations s'est dessinée sur le continent.

Néanmoins, le diagnostic de cette crise inédite fait état d'un choc brutal marqué par un recul historique des principaux indicateurs macro-économiques. La chute du PIB de 2020 est hors normes. Tous les pays du continent sont confrontés à une baisse de leur PIB par tête et à une exacerbation des vulnérabilités sociales. Chaque Communauté économique régionale (CER) a réagi à la crise selon ses caractéristiques propres, l'intensité des contraintes auxquelles elle est exposée et ses capacités de mettre en œuvre des actions et des politiques communes. Le « retour à la normale » sera probablement progressif. L'hypothèse d'une reprise d'ici à 2023 suppose une croissance vigoureuse dans les deux années à venir.

Les pays africains ont des défis communs et des intérêts convergents. La sortie de la pandémie et la construction d'une immunité sanitaire et d'une résilience économique et sociale contre de nouvelles vagues de la Covid-19 ou d'autres risques pandémiques exigent de revisiter les modèles de développement en cours dans le continent en vue de i) garantir la sécurité humaine des populations, ii) renforcer la solidarité des pays du continent au service d'une Afrique forte et autonome dans un système de l'économie mondiale plus équilibré. S'il y a une leçon à tirer de la pandémie c'est celle de l'interdépendance des nations. La reconstitution des chaînes de valeur mondiales et régionales se déploient et se restructurent comme autant de vecteurs de cette interdépendance qui demeure une réalité incontournable.

ISBN : 978-9920-633-07-9



9 789920 633079

POLICY CENTER FOR THE NEW SOUTH

Rabat, Maroc

www.policycenter.ma